

SNCF d'autres **choix** **sont possibles**

**Depuis maintenant plus de 20 ans, les décisions prises
conjointement par les différents gouvernements
et la direction de la SNCF
mènent l'entreprise dans le mur.**

À l'aube de la présentation de la loi mobilité qui transforme le droit au transport en droit à la mobilité, les dangers de mise à mort du service public ferroviaire sont réels.

Le choix de confier une lettre de mission à Jean-Cyril Spinetta, ex PDG d'Air France, dont il organisa la privatisation partielle en 1994, n'est pas anodin. En droite ligne du 4^e paquet ferroviaire européen, dont seuls les députés PCF ont voté contre, les fossoyeurs du rail entendent présenter la libéralisation comme seule perspective à même de résoudre les dysfonctionnements actuels.

Quel mensonge ! Avec la libéralisation du rail, usagers et cheminots seront ceux qui paieront la note. D'un côté, les usagers assisteront à une hausse des tarifs et à une dégradation du service : fermeture de lignes, de guichets, baisse de la sécurité. Avec comme conséquence directe la création de véritables déserts ferroviaires. De l'autre, les cheminots et cheminotes, qui viennent de subir une troisième année consécutive sans hausse de salaire, verront leur condition de travail se dégrader encore plus. Pour rappel, l'année 2017 aura été terrible pour les salariés de la SNCF, avec plus de 50 suicides.



Il faut mettre fin à ces choix mortifères, guidés uniquement par des logiques de rentabilité, qui priorisent l'argent sur la sécurité et l'égalité, et qui sont incompatibles avec le développement et

l'amélioration d'un grand service public ferroviaire de voyageurs et de marchandises.

À l'heure où la question des transports est au cœur d'enjeux essentiels – climat et environnement, santé publique, aménagement du territoire, enjeux sociaux et économiques – le Parti communiste français défend l'idée d'un grand service public ferroviaire du XXI^e siècle, au sein d'une entreprise unique et intégrée, permettant à chacune et chacun de se déplacer quel que soit son lieu de résidence sur le territoire, sa situation économique, tout en assurant des conditions de travail décentes pour les cheminotes et les cheminots.

Le PCF demande également à l'État de reprendre l'intégralité de la dette de la SNCF sans aucune contrepartie. Cette dette, consécutive à la création des lignes à grande vitesse imposées par l'État en 1997, est une dette d'État.

Face à celles et ceux qui entendent livrer le rail aux appétits des vautours financiers, il faut opposer une large résistance. Usagers, citoyens, cheminots, élus, doivent ensemble lutter pour préserver le service public ferroviaire, ce bien commun qui appartient au patrimoine de la nation.

À l'heure où les inégalités se creusent de façon inquiétante, les services publics représentent un rempart contre ces ruptures d'égalités. C'est le patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas.

Préserveons-les !

le PCF soutient et participera à la manifestation organisée par la CGT/Cheminots le 8 février prochain à Paris



PRENEZ PARTI... ADHÉREZ



- Je souhaite être informé-e des initiatives du PCF
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse _____ € (chèque à l'ordre de : Association de financement du PCF)

Nom et prénom

Adresse